

Brochure n° 3005-III

**Convention collective nationale**

IDCC : 403. – **TRAVAUX PUBLICS**  
**Tome III : ETAM**

---

**ACCORD DU 13 NOVEMBRE 2006**  
**RELATIF AUX SALAIRES MINIMA POUR 2007**  
**(ILE-DE-FRANCE)**

NOR : *ASET0750023M*  
IDCC : *403*

---

Entre les organisations signataires ci-après, en application de l'avenant n° 18 du 24 juillet 2002 à la convention collective nationale des ETAM des travaux publics du 21 juillet 1965,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Le présent accord a pour objet de fixer les salaires minima annuels du personnel relevant de la convention collective nationale précitée employé dans les entreprises adhérant :

- aux organisations syndicales patronales affiliées à la fédération régionale des travaux publics, région Ile-de-France (Paris, Seine-et-Marne, Yvelines, Essonne, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Val-d'Oise) ;
- et à la fédération parisienne des SCOP du bâtiment et des travaux publics pour la section travaux publics et pour les mêmes départements.

**Article 2**

Dans toutes les entreprises de travaux publics, quelle que soit la durée du temps de travail pratiquée, les salaires minima sont annuels et calculés sur la base de 35 heures.

Pour l'année 2007, et pour l'ensemble des départements, ils sont fixés à :

(En euros.)

GRILLE DE CLASSIFICATION	SALAIRES MINIMA ANNUELS
<b>Employés</b>	
A	16 350,00
B	17 900,00
C	19 310,00
D	21 270,00
<b>Techniciens agents de maîtrise</b>	
E	24 300,00
F	26 850,00
G	28 600,00
H	29 300,00

### Article 3

Les valeurs prévues à l'article 2 ci-dessus sont majorées de 15 % pour les ETAM bénéficiant d'une convention de forfait jours sur l'année, soit :

(En euros.)

GRILLE DE CLASSIFICATION	SALAIRES MINIMA ANNUELS
<b>Techniciens agents de maîtrise</b>	
F	30 878,00
G	32 890,00
H	33 695,00

Les dispositions du présent article seront applicables à partir de l'entrée en vigueur de la convention collective nationale des employés techniciens et agents de maîtrise des travaux publics du 12 juillet 2006.

### Article 4

Les parties signataires conviennent de se rencontrer au plus tard dans le courant du dernier trimestre 2007.

### Article 5

Le texte du présent accord sera déposé à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Paris, conformément aux dispositions du code du travail.

Les parties signataires en demanderont l'extension au ministère de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale.

Fait à Paris, le 13 novembre 2006.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisations patronales :**

Fédération régionale des travaux publics d'Ile-de-France ;

Fédération parisienne des SCOP du bâtiment et des travaux publics,  
pour la section travaux publics.

**Syndicats de salariés :**

Syndicat national des cadres, techniciens, agents de maîtrise et assimilés des industries du bâtiment et des travaux publics CFE-CGC BTP ;

Union régionale de la construction et du bois de l'Ile-de-France CFDT.